



Pourquoi Bahreïn n'est pas la Syrie

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 29 mars 2012

[Asia Times Online](#) 29 mars 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)

Combien émouvant est le fait que le premier anniversaire d'un vrai mouvement arabe pro-démocratie dans le Golfe Persique – ensuite impitoyablement écrasé – tombe le 14 février, jour où la Saint-Valentin est célébrée en Occident. Tu parles d'une histoire d'amour vouée à l'échec...

Et comment Washington va-t-il honorer cette histoire d'amour tragique ? En reprenant les ventes d'armes à la dynastie sunnite al-Khalifa au pouvoir à Bahreïn.

Donc, pour récapituler, le président des États-Unis Barack Obama, a dit que le président syrien Bachar al-Assad devait « se retirer et permettre qu'une transition démocratique débute immédiatement », tandis que le roi Hamad al-Khalifa reçoit de nouveaux jouets pour sévir contre ses subversifs et pro-démocratiques sujets.

Obama souffre-t-il de dissonance cognitive ? Bien sûr que non. Après tout la Syrie est soutenue par la Russie et la Chine au Conseil de sécurité des Nations Unies, tandis que le Bahreïn accueille la Cinquième Flotte des États-Unis – défenseur du « monde libre » contre ces méchants Iraniens qui veulent fermer le détroit d'Ormuz.

Il y a un an, l'écrasante majorité de la population du Bahreïn – la plupart sont pauvres, des sujets chiites négligés et traités comme des citoyens de troisième classe, mais avec parmi eux des sunnites instruits – sont descendus dans les rues pour exiger de la dynastie Al-Khalifa un minimum de démocratie.

Tout comme la Tunisie et l'Égypte – et contrairement à la Libye et à la Syrie – le mouvement pro-démocratie à Bahreïn était purement local, légitime, non-violente et non contaminé par l'Occident ni infiltré par le Conseil de coopération du Golfe (CCG).

La réponse a été une répression des plus violentes, avec en plus une invasion de l'Arabie Saoudite dans les rues de Manama. Cela a été le résultat d'un accord tacite conclu entre la Maison des Saoud et Washington : nous vous fournissons une résolution de la Ligue arabe vous permettant d'aller à l'ONU, puis de lancer les bombardements humanitaires de l'OTAN sur la Libye, [et en échange] vous nous laissez tranquilles pour briser ce printemps arabe qui est un non-sens (voir : The US-Saudi Libya deal, 2 avril, 2011).

L'administration Obama n'a pas éprouvé le besoin de faire main-basse sur la «célébration» de la mobilisation démocratique au Bahreïn par l'envoi d'un grand manitou du département d'État.

Tel que rapporté dans l'article le Gulf Daily News, la soi-disant « Voix du Bahrain » (plutôt la

voix des al-Khalifa), le secrétaire d'Etat américain adjoint pour les affaires du Proche-Orient, Jeffrey Feltman, a prié le roi Hamad de «diminuer les tensions » - par « la libération des prisonniers politiques, un remaniement partiel du gouvernement et le retrait des forces de sécurité ».

Les demandes de Feltman doivent tenir de la schizophrénie, parce que les prisonniers politiques restent en prison, le remaniement ministériel est cosmétique et les forces de sécurité sont lancées au plus fort de la répression.

Feltman a déclaré que Washington privilégiait un « dialogue national », des solutions « made-in-Bahreïn », et ne voulait pas que des Etats étrangers «s'immiscent dans le processus ». Les Bahreïnais doivent-ils suivre le modèle OTAN-CCG appliqué à la Syrie ?

Il a également déclaré : « Les Bahreïnais peuvent compter sur le soutien des États-Unis pour trouver un consensus sur la voie à suivre » et a loué la «sincérité » du prince héritier Salman, également commandant suprême adjoint et chef d'orchestre du dialogue national. Avec des amis comme ceux-ci, le mouvement pro-démocratie à Bahreïn n'a guère besoin d'ennemis.

C'est donc un message de Washington qui tient en peu de mots : faites en sorte que ces gens cessent tout ce bruit, et nous garderons notre base ici pour vous défendre, vous et vos cousins, contre ces masses de pauvres.

La vie à Bahreïn est quelque chose de complètement différent. Ce que les médias américains dominants appellent un « émirat sous tension » est toujours sous une loi martiale de facto. Les manifestants pro-démocratie soit-disant « libérés » - des centaines - sont en fait toujours en prison. Human Rights Watch, à son crédit mais toujours en s'exprimant avec des pincettes, a dit : « Il y a eu peu de demande de comptes pour les actes de torture et les meurtres - des crimes dans lesquels est impliqué le Groupe de défense de Bahreïn ».

Il n'y a aucun compte du tout - en fait.

Anticipant une répression aggravée à l'occasion du premier anniversaire de l'insurrection, le ministère de la Santé a ordonné aux hôpitaux privés de fournir à l'appareil de sécurité le nom de chaque personne blessée. Des centaines de médecins et d'infirmières se voient reprocher d'avoir soigné des manifestants blessés, ont été arrêtés au cours des derniers mois.

L'armée a entouré de fils de fer barbelé tous les accès proches du rond-point Pearl - où le monument des manifestants a été rasé, la métaphore ultime d'une volonté démocratique brisée. Deux citoyens américains, Huwaida Arraf et Radhika Sainath, ont été récemment arrêtés à Manama lors d'une manifestation non-violente et pacifique. Ayat al-Qormozi a été emprisonné parce qu'elle a lu au rond-point Pearl un poème critiquant le roi Hamad.

En novembre dernier, la Commission d'enquête indépendante au Bahreïn a accusé les al-Khalifa d'utiliser une « force excessive, y compris l'extorsion d'aveux par la torture sur les détenus ».

Fin janvier, Amnesty International a appelé à « enquêter et rendre compte sur plus d'une douzaine de décès suite à l'utilisation de gaz lacrymogènes» et a appelé Washington à « suspendre les transferts de gaz lacrymogènes et autres équipements anti-émeutes aux

autorités de Bahreïn ».

Les forces répressives locales soutenues par l'Arabie saoudite ont souvent recours à des policiers anti-émeute d'origine pakistanaise – sans parler des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes fabriquées aux Etats-Unis et utilisés pour disperser toutes les manifestations anti-gouvernementales, même pacifiques.

Des dizaines de personnes âgées et des enfants ont trouvé la mort par asphyxie après que les troupes du régime aient tiré des gaz lacrymogènes dans les zones résidentielles et même dans les maisons.

La répression, soutenue par les troupes de l'Arabie saoudite, a été jusqu'à s'attaquer à des femmes en deuil qui suivaient des cortèges funéraires de manifestants tués par l'appareil de sécurité des al-Khalifa.

Vous n'êtes pas contents ? Tout cela fait partie du « dialogue national » du prince hériter...

Pourtant, même avec une répression qui ne souffre aucun répit, des manifestations exigeant le départ des al-Khalifa ont lieu presque tous les jours. Cette revendication n'a jamais été une demande initiale du mouvement pro-démocratie, mais elle est maintenant reprise depuis l'invasion des troupes de l'Arabie saoudite.

Et pour prouver pour de bon que nous vivons dans un monde qui va dans le sens de ce que disaient les Monty Python, prenez note de cette interview du roi Hamad publié par l'hebdomadaire allemand Der Spiegel.

Le roi du Bahreïn dit qu'il a demandé au Conseil de coopération du Golfe d'envahir son pays en mars 2011 « pour protéger les installations stratégiques » – « au cas où l'Iran deviendrait plus agressif ». Téhéran n'avait absolument rien à voir avec les manifestations – provoquées par une monarchie sunnite qui traite la majorité absolue de ses sujets indigènes comme les Émirats arabes unis traitent leurs travailleurs immigrés sud-asiatiques.

Le roi a également déclaré que « nos femmes avaient très peur et il est du devoir d'un gentilhomme de protéger les femmes ». Peut-être, au lieu d'une invasion, de la torture, des meurtres et d'une répression sans répit, le roi aurait pu apaiser les « peurs de ses femmes » avec un don financé par l'État de sacs à main Louis Vuitton.

Pepe Escobar

Article original : [Why Bahrain is not Syria](#), publié le 12 février 2012

Traduction : Claude Zurbach pour [Info-Palestine](#), le 19 mars 2012

La source originale de cet article est [Asia Times Online](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [Asia Times Online](#), 2012

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca